

PRÉFET DES VOSGES

CABINET

DIRECTION DES SECURITES
Bureau des polices administratives

ARRÊTÉ n° 2147-2018
autorisant une dérogation aux règles de survol à basse altitude
à la société RTE STH

Le Préfet des VOSGES,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le Code des Transports ;
- VU le Code de l'Aviation Civile et notamment l'article R.131-1 ;
- VU l'arrêté interministériel du 10 octobre 1957 réglementant le survol des agglomérations et des rassemblements de personnes et des animaux ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'équipement, des transports et du tourisme du 24 juillet 1991 modifié, relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale ;
- VU l'arrêté du 11 décembre 2014 relatif à la mise en œuvre du règlement d'exécution (UE) de la commission du 26 septembre 2012 établissant les règles de l'air communes et des dispositions opérationnelles relatives aux services et procédures de navigation aérienne ;
- VU le règlement d'exécution (UE) n° 923/2012 de la commission du 26 septembre 2012 établissant les règles de l'air communes et des dispositions opérationnelles relatives aux services et procédures de navigation aérienne et notamment les articles SERA 3.105 relatifs aux hauteurs minimales et SERA.5005 relatif aux règles de vol à vue, ainsi que les articles FRA.3105 et FRA 5005 de l'arrêté du 11 décembre 2014 relatif à la mise en œuvre du règlement d'exécution (UE) n° 923/2012 ;
- VU la demande reçue le 4 septembre 2018 par laquelle M. Patrick THIRIAT, responsable des opérations aériennes à la société RTE-STH – sise 1470, route de l'aérodrome à AVIGNON (84918) - sollicite une dérogation aux dispositions de l'arrêté du 10 octobre 1957 susvisé, aux fins d'effectuer des opérations de surveillance aérienne du réseau électrique ;

- VU** l'avis technique favorable du 11 septembre 2018 émis par le Directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est ;
- VU** l'avis favorable du 10 septembre 2018 émis par le Directeur zonal de la police aux frontières zone Est ;
- SUR** proposition de M. le Directeur de cabinet du préfet des VOSGES ;

A R R E T E

Article 1^{er} : la société RTE-STH – sise 1470, route de l'aérodrome à AVIGNON (84918) – est autorisée à déroger aux dispositions de l'arrêté du 10 octobre 1957 sous réserve du strict respect des conditions techniques et opérationnelles énumérées **en annexe** au présent arrêté.

Article 2 : les documents de bord de l'appareil prévu pour cette opération, la licence et qualifications du pilote devront être conformes à la réglementation en vigueur. La société de travail aérien réalisant l'opération devra être préalablement détentrice d'une « autorisation de vols rasants » délivrée par la Direction régionale de l'aviation civile compétente sur le département concerné.

Article 3 : un manuel d'activités particulières devra être déposé auprès du District Aéronautique. Copie de ce manuel sera conservée à bord de l'aéronef utilisé, afin que l'exploitant et son personnel puissent veiller à sa stricte application (chapitre 3 de l'annexe à l'arrêté du 24 juillet 1991).

Article 4 : conformément au paragraphe 5.4 de l'arrêté du 24 juillet 1991, la présence à bord de toute personne n'ayant pas une fonction en relation avec le but du vol effectué est interdite.

Article 5 : le vol rasant au-dessus de toute agglomération, habitation, bâtiment, rassemblement de personnes ou d'animaux est rigoureusement interdit.

Article 6 : les paramètres de survol (trajectoires, hauteur, vitesse, matériels utilisés, etc...) seront adaptés à la configuration du site, de façon à limiter au maximum les nuisances sonores et les risques pour les tiers en cas d'avarie.

Article 7 : pour toute publicité aérienne, la société RTE-STH doit aviser préalablement la brigade de police aéronautique de METZ (tél. : 03 87 62 03 43).

Article 8 : pour chaque vol ou groupe de vols, la société RTE-STH doit indiquer à la brigade de police aéronautique susmentionnée les horaires et lieux précis survolés pour les nécessités de la mission projetée.

Article 9 : tout survol dans un rayon de 300 mètres autour de la Prison d'EPINAL est interdit (coordonnées : 006°28'E et 48°11'20"N (géographiques) et 32 ULU 120-404 (UTM)).

Article 10 : tout accident ou incident devra être immédiatement signalé à la brigade de police aéronautique de METZ (tél. : 03 87 62 03 43) ou en cas d'impossibilité de joindre ce service, au PC CIC DZPAF METZ (tél. : 03 87 64 38 00) qui détient les coordonnées du fonctionnaire de permanence.

Article 11 : ladite autorisation, valable du 5 au 9 novembre 2018, reste subordonnée à l'observation des prescriptions fixées en annexe et pourra être suspendue dans le cas d'infraction constatée.

Article 12 : le Directeur de cabinet du préfet des VOSGES, le Directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, le Directeur zonal de la police aux frontières zone Est, les Sous Préfets de SAINT-DIE-DES VOSGES et NEUFCHATEAU, le Commandant du groupement de gendarmerie des VOSGES, le Directeur départemental de la sécurité publique des VOSGES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée au pétitionnaire, fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Epinal, le **28 SEP. 2018**

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, directeur de Cabinet,



Imed BENTALEB

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ANNEXE : Conditions techniques et opérationnelles

DEROGATION DEMANDEE PAR :	la société RTE STH pour son propre compte
AVEC POUR OBJECTIF :	la surveillance du réseau électrique
COMMUNES SURVOLEES POUR LA REALISATION DE L'OBJECTIF :	Cf dossier de demande <i>(jointe à la présente annexe)</i>

1. La dérogation aux règles de survol est accordée aux pilotes et aéronefs concernés exploités par la société : RTE STH, ci-après dénommée l'Exploitant. Elle ne dispense pas l'Exploitant du respect des restrictions relatives à l'espace aérien et des autres règlements concernant les activités pratiquées.
2. L'exploitant doit procéder aux opérations précitées conformément à l'ensemble des exigences techniques et opérationnelles applicables du règlement (UE) n°965/2012 modifié *déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables aux opérations aériennes (part NCO.SPEC)*.
3. Le survol est effectué au moyen d'un aéronef de type EC 135 immatriculé F-HSRV, exploité en classe de performance I.

L'aéronef utilisé est titulaire d'un Certificat de Navigabilité.

Les modifications éventuelles de l'appareil dues au type de l'opération spécialisée devront avoir été approuvées par l'Agence Européenne pour la Sécurité Aérienne (AES A) ou par l'Etat d'immatriculation de l'appareil.
4. Le survol est effectué par le pilote mentionné dans le dossier à l'appui de la demande de dérogation, à savoir Christophe GRASSET.

Le pilote doit disposer d'une licence professionnelle conforme au règlement AIRCREW avec un certificat médical de classe 1.
5. Les documents de bord de l'appareil prévu pour cette opération, la licence et les qualifications du pilote doivent être conformes à la réglementation en vigueur.
6. L'Exploitant et son personnel, notamment les équipages de conduite, doivent se conformer aux consignes énoncées par son manuel d'exploitation et veiller à leurs strictes applications. Toute section de ce manuel utile au déroulement d'une mission doit être présente à bord de l'aéronef.
7. Les conditions d'exploitation dans la configuration spéciale dues à l'opération spécialisée doivent être inscrites dans le manuel de vol.
8. Une analyse de sécurité et une liste de vérification ont été établies par l'exploitant conformément au paragraphe NCO.SPEC.105 du règlement européen N°965/2012 déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables aux opérations aériennes conformément au règlement (CE) 216/2008.
9. Conformément au point SERA 3105 du règlement (UE) n° 923/2012 modifié précité, la hauteur de vol est suffisante pour permettre, en cas d'urgence, d'atterrir sans mettre indûment en danger les personnes ou les biens à la surface.
10. Le survol est effectué **du 05 au 09 novembre 2018.**

11. Les survols ne peuvent s'effectuer que par conditions météorologiques de vol à vue de jour.
12. Le pilote devra s'assurer qu'il pourra, à tout moment au cours de sa mission, en cas de panne d'un moteur ou en cas d'urgence, effectuer un atterrissage d'urgence sur une aire libre de toute personne et dégagée de tout obstacle hors de l'agglomération.
13. Le survol est effectué selon l'itinéraire proposé dans le dossier de demande de l'Exploitant. La hauteur minimale de travail est adaptée au travail à effectuer.
14. L'exploitant doit assurer que la masse de l'aéronef en exploitation est compatible avec le vol en stationnaire hors effet de sol avec un moteur en panne avec les conditions du jour.

La distance minimale par rapport à toute personne, tout véhicule, toute habitation et tout obstacle artificiel est de deux fois le diamètre rotor.

15. La vitesse minimale doit être supérieure ou égale à la vitesse de sécurité au décollage (VSD) sauf si les performances de l'hélicoptère lui permettent d'acquiescer, dans les conditions du vol, cette vitesse de sécurité et de maintenir ses performances ascensionnelles après avoir évité tous les obstacles, malgré la panne du groupe motopropulseur le plus défavorable. Les conditions d'exploitation permettent aux hélicoptères multimoteurs soit de continuer le vol, soit s'il existe des aires de recueil, d'effectuer un atterrissage forcé sans mise en danger des personnes et des biens à la surface en cas de panne moteur ou en cas d'urgence.

La vitesse doit permettre des manœuvres avec une marge suffisante par rapport à la vitesse de décrochage et les vitesses minimales de contrôle.

16. Le pilote devra respecter le statut et les conditions de pénétration des différentes classes d'espaces aériens et zones réglementées, dangereuses et interdites.
17. L'exploitant devra s'assurer que les trajectoires choisies ne mettent pas en cause la tranquillité et la sécurité publique, en l'occurrence, une précaution particulière sera apportée afin que soit évité le survol des établissements sensibles tel qu'hôpitaux, établissements pénitentiaires, etc...
18. Les personnes désirant faire un usage aérien des appareils photographiques, cinématographiques, de détection et d'enregistrement des données de toute nature sont tenus de se conformer aux articles D133-10 à D133-14 du code de l'aviation civile.

L'exploitant s'assure préalablement de la compatibilité de sa mission avec les dispositions de l'arrêté du 27 janvier 2017 fixant la liste des zones interdites à la prise de vue aérienne par appareil photographique, cinématographique ou tout autre capteur, arrêté qui est consultable à l'adresse <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000033936387&dateTexte=&categorieLien=id> suivante

Liste des agglomérations survolées semaine 45



Meurthe et Moselle

Dieulouard 54380
Saizerais 54380
Foug 54570
Ecrouves 54200
Toul 54200
Custine 54670
Pompey 54340
Nancy 54000
Seichamps 54280
Laneuveville Devant Nancy 54410
Leyr 54760
Cirey-sur-Vezouze 54480
Essey les Nancy 54270
Dombasle sur Meurthe 54110

Meuse

Commercy 55200
Lerouville 55200

Moselle

Sarrebourg 57400
Hemming 57830

Haute Saône

Luxeuil les Bains 70300

Vosges

Charmes 88130
VINCEY 88450
Epinal 88000
Nomexy 88440
Dogneville 88000
Capavenir Vosges 88150
Arches 88380
Pouxieux 88550
Urimeuil 8220
Lepanges sur Vologne 88600
St Dié des Vosges 88100
Geradmer 88400
Cornimont 88310
Le Thillot 88160
Remiremont 88200
Bains les Bains 88240
Vittel 88800
Gironcourt sur Vraine 88170
Remoncourt 88800
Mirecourt 88500

PRÉFET DES VOSGES

CABINET

**Direction des sécurités
Bureau des polices administratives**

*ARRETE N° 2149-2018
portant autorisation de créer et de mettre en service
une plate-forme permanente ULM à MARTIGNY-LES-BAINS*

Le Préfet des VOSGES,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- VU** le Code de l'Aviation Civile et notamment les articles R132-1 et D132-8 ;
- VU** l'arrêté du 13 mars 1986 fixant les conditions dans lesquelles les aéroplanes ultra-légers motorisés ou ULM peuvent atterrir ou décoller ailleurs que sur un aérodrome ;
- VU** l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale ;
- VU** l'arrêté du 11 décembre 2014 relatif à la mise en œuvre du règlement d'exécution (UE) n° 923/2012 ;
- VU** le règlement d'exécution (UE) n° 923/2012 de la Commission du 26 septembre 2012 établissant les règles de l'air communes et des dispositions opérationnelles relatives aux services et procédures de navigation aérienne et modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 1035/2011, ainsi que les règlements (CE) n° 1265/2007, (CE) n° 1794/2006, (CE) n° 730/2006, (CE) n° 1033/2006 et (UE) n° 255/2010 ;
- VU** la demande reçue en Préfecture le 22 mai 2018 par laquelle Monsieur Frédéric GUILLAUME – domicilié 8, Quai du Mouzon à MARTIGNY-LES-BAINS (88320) – sollicite l'autorisation de créer et de mettre en service une plate-forme permanente ULM, au lieu-dit « La Corvée Martin » sur le territoire de la commune précitée ;
- VU** le dossier annexé à cette demande ;
- VU** les avis du Directeur de la sécurité de l'aviation civile du NORD-EST, du Directeur zonal aux polices de la frontière EST, du Directeur régional des Douanes et Droits Indirects de NANCY, du Commandant de la Zone Aérienne de Défense NORD, du Maire de MARTIGNY-LES-BAINS ;
- SUR** proposition de Monsieur le Directeur de cabinet du préfet des VOSGES ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Monsieur Frédéric GUILLAUME – domicilié 8, Quai du Mouzon à MARTIGNY-LES-BAINS (88320), est autorisé à créer et à mettre en service une plate-forme permanente pour ULM à usage exclusif de paramoteurs (classe UB) au lieu-dit « La Corvée Martin » sur le territoire de la commune précitée.

Cette plate-forme sera utilisable toute l'année.

Les coordonnées géographiques de la plate-forme, relevées au GPS sont :

- latitude : 48°06'27"N ;

- longitude : 5°50'43"E.

Son altitude géographique est de 1313 pieds (400 mètres).

Le site proposé est une surface rectangulaire de 300 mètres de longueur et de 150 mètres de largeur, sur les parcelles cadastrales section SH , numéros 04, 05 et 06, et est constituée d'herbes.

Celle-ci comporte, sur la partie EST, une lignée d'arbres. Dans ces conditions, l'envol de paramoteurs devra s'effectuer de façon à respecter la distance réglementaire requise entre l'aéronef et les arbres.

La plate-forme est accessible par des chemins communaux situés au NORD et au SUD du site qui lui est dédié.

Article 2 : les utilisateurs de cette plate-forme, située sous la zone réglementée LF-R 45NS « DAMBLAIN » et de la LF-R213 (zone provisoirement inactive mais activable par NOTAM), à proximité des zones réglementées LF-R45S1 « FRANCHE-COMTE », LF-R45S2 « LANGRES », LF-R152 « ALSACE », LF-R69 « CHAMPAGNE » et LF-R45N5.2 « MEUSE SUD » du réseau à basse altitude Défense ainsi qu'à proximité de la TMA LUXEUIL 3 devront respecter strictement les statuts.

Cette plate-forme devra être utilisée à des fins privées (loisirs exclusivement) et dans le respect des conditions fixées par la réglementation de la circulation aérienne et par celle relative à l'utilisation des aéronefs civils en aviation générale.

Article 3 : la plate-forme sera exploitée sous la pleine responsabilité des pilotes commandants de bord, à qui il appartient de vérifier eux-mêmes l'adéquation de ses caractéristiques et de son environnement (notamment par ses dégagements) aux aéronefs utilisés, ainsi que la sécurité des opérations envisagées pour les personnes transportées, pour eux-mêmes, pour les biens et pour les personnes au sol.

Article 4 : les circuits de piste, et d'une manière générale les évolutions aux alentours de la plate-forme, se feront en évitant le survol des zones habitées.

Article 5 : l'aire d'atterrissage et de décollage devra être matérialisée au sol par un marquage approprié faisant contraste avec l'environnement.

La zone d'envol devra être neutralisée par un service d'ordre suffisant et approprié lors de l'activité paramoteur.

Le site devra être équipé d'un moyen permettant de déterminer la direction et la force du vent.

Article 6 : des panneaux « DANGER – VOLS D'ULM », placés aux points de pénétration possibles, signaleront au public l'existence de cette plate-forme. Un barriérage devra être installé pour délimiter la zone interdite au public.

Article 7 : la délimitation, l'entretien et la sécurisation de la plate-forme ULM seront à la charge de M. GUILLAUME.

Article 8 : en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté interministériel du 20 avril 1998, les mouvements en provenance ou à destination de l'Espace hors SCHENGEN doivent continuer à transiter par un aéroport douanier, les autres mouvements étant soumis à la règle du préavis réglementaire.

Article 9 : les agents appartenant aux services de la Direction de la sécurité de l'aviation civile du NORD-EST, ainsi qu'aux administrations d'État concernées ont libre accès à tout moment à la plate-forme et à ses dépendances. Toutes facilités leur seront réservées pour l'accomplissement de leur tâche.

Un registre des arrivées et des départs sera tenu sur la plate-forme et devra être communiqué à toute réquisition des agents chargés du contrôle.

La plate-forme doit être accessible aux véhicules des services d'incendie et de secours.

Article 10 : M. le Directeur de Cabinet du Préfet des VOSGES, M. le Directeur de la sécurité de l'aviation civile NORD-EST, M. le Directeur zonal de la police aux frontières EST, M. Frédéric GUILLAUME sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture des VOSGES et dont une copie sera transmise, pour information, à :

- M. le Directeur régional des douanes et droits indirects de NANCY ;
- M. le Commandant de la zone aérienne de défense NORD ;
- M. le Commandant du groupement de gendarmerie des VOSGES ;
- M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours des VOSGES.

Epinal, le

28 SEP. 2018

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, directeur de cabinet,



Imed BENTALEB

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.